

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°136 – Vendredi 18 mai 2000.

ATTENTION ACTIONS

Dans ce numéro

En bref...

1- Le corps n est pas une marchandise. Point d orgue de la série d article sur la traite des femmes, il s agit maintenant d affirmer de manière claire ce que nous ne voulons plus. (à signer par des organisations)

2- Marche des femmes pour l an 2000. Rendez-vous le 17 juin dans les rues de Paris. Avant d en arriver là, voici un appel qui vous propose d intervenir et de participer.

3- Un train pour un autre monde. De Valence, Grenoble et Chambéry à Genève, des groupes locaux organisent un train pour aller manifester devant l OMC et y affirmer qu un autre monde est possible.

4- Genève 2000. Si vous souhaitez obtenir des informations et participer, une présentation du site Internet maintenant opérationnel.

5- Millau. Des nouvelles concernant le procès de José Bové et des manifestations organisées à Millau à cette occasion par la Confédération paysanne les 30 juin et 1er avril.

6- UNICE. Lobby des multinationales, l Unice se réunit à Bruxelles les 9, 10 et 11 juin prochain. Le 10 juin, rendez-vous dans les rues de Bruxelles pour dénoncer la collusion des intérêts privés et de la politique

7- Taxe Tobin. Un nouvel amendement déposé grâce au groupe ATTAC Assemblée nationale.

Le corps n est pas une marchandise

Aujourd'hui, on peut encore acheter un corps humain. Partout dans le monde ou en bas de chez vous. Aujourd'hui, les réseaux internationaux de proxénétisme sont en pleine expansion. Des milliers de femmes venues des pays de l'Est, souvent enlevées ou achetées, sont réduites en esclavage et obligées de vendre leur sexe, dans toute l'Europe occidentale. En France, 20 000 personnes au moins se prostituent, françaises ou étrangères, sous la contrainte ou non.

Et pourtant, aujourd'hui encore, la prostitution est l'objet d'une acceptation tacite, ou d'une bienveillance complice. On la tient pour un mal nécessaire né de la misère sexuelle. Sous le couvert de la tolérance égrillarde, certains la rattachent à un folklore immémorial et somme toute sympathique. D'autres la voilent du drapeau de la liberté sexuelle en distinguant fallacieusement entre le « commerce volontaire du sexe », qui relèverait de la liberté de chacun, et la traite organisée, contrôlée par le milieu, qui seule serait à combattre. Nous le disons haut et fort : ce laissez faire douteux couvre une entreprise dégradante, un trafic déshonorant, un monde de violence et de cruauté.

Il est temps de réfléchir sur l'idéologie et les archaïsmes qui légitiment la vente des corps. La mise sur le marché du corps humain piétine les principes universels de dignité de la personne humaine. Tout être humain a droit à l'intégrité physique et psychique, au respect de la vie privée, à la santé, à la liberté d'aller et venir, à la dignité. Dans la prostitution, tous ces droits



sont bafoués. Il faut affirmer clairement que le droit d'exploiter ou de louer le corps d'autrui, fut ce avec son consentement, n'est pas un droit de l'homme. La prostitution perpétue une forme d'esclavage.

Il ne s'agit pas de stigmatiser les personnes mais de s'interroger sur un système. A de rares exceptions près, il n'y a pas de prostitution sans proxénétisme. Il n'y a pas de prostitution sans traitements inhumains, sans violences physiques ou psychiques. Tout est fait pour nier l'identité des victimes, les réduire au silence ou, pire, les amener à revendiquer le sort qu'elles subissent.

Il ne s'agit pas d'une lutte d'arrière-garde. A l'heure où les citoyens se mobilisent pour dire que « le monde n'est pas une marchandise », nous ne nous résignons pas à ce que le corps des plus pauvres ou des plus faibles devienne l'objet de trafics. Il est interdit de vendre son sang ou ses organes. Comment tolérer que la vente des sexes devienne une industrie, générant d'énormes profits clandestins ? Certains pays ont adopté des politiques de légalisation du proxénétisme, et donc de la prostitution. Ils voudraient entraîner l'ensemble de l'Union européenne dans cette voie du « réglementarisme ». Nous refusons que la prostitution soit considérée comme un métier. Nous refusons que les proxénètes soient reconnus comme des entrepreneurs. Il ne s'agit pas d'une croisade contre la liberté sexuelle, qu'il faut, au contraire, défendre. C'est justement parce nous tenons à cette liberté qu'il nous paraît urgent de dénoncer l'asservissement d'une partie de l'humanité par un système qui se nourrit de la misère et des frustrations sexuelles, de l'instinct de domination et du mépris de l'autre.

Nous demandons à la France et à l'Europe qu'elles affirment solennellement leur volonté de lutter contre la prostitution. Toutes les prostitutions : celle des enfants, bien sûr, mais aussi celle des adultes, hommes ou femmes, habitants des pays riches ou des pays en voix de développement.

Nous demandons à la France et à l'Europe de lutter sans faiblesse contre le proxénétisme et ses réseaux. De mettre en ouvre une politique déterminée de prévention et de réinsertion en direction des personnes prostituées, de venir en aide aux femmes victimes de la traite. D'en finir avec l'hypocrisie et les non dits en lançant une campagne de sensibilisation en direction des acheteurs de services sexuels, les « clients », ces « inconnus », complices, sans jamais se l'avouer, des proxénètes.

Bref, nous demandons à la France d'être cohérente avec ses engagements abolitionnistes et de traduire dans les faits la Convention de l'ONU dont elle est signataire : « La prostitution et le mal qui l'accompagne, à savoir la traite des êtres humains, sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine. » *

Que la prostitution soit considérée « à tort » comme « le plus vieux métier du monde » ne la rend pas plus acceptable. Elle est une offense faite à la femme et à travers elle à l'humain, donc à chacun d'entre nous.

*Convention des Nations Unies du 2 décembre 1949 « pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui »

Ce Manifeste a été lancé par MAPP - Mouvement pour l'Abolition de la Prostitution et de la Pornographie et toutes formes de violences sexuelles et discriminations sexistes. Représentant Européen de la Coalition Contre le Trafic des Femmes (CATW) - Malka Marcovitch malkam@club-internet.fr et a été signé par de nombreuses personnalités et organisations dont ATTAC.

Marche des femmes pour l'an 2000

Chère amie, cher ami

Vous avez peut-être déjà entendu parler de l'initiative mondiale de La Marche des Femmes de l'An 2000 contre la pauvreté et contre les violences faites aux femmes.

En 1995, la Fédération des Femmes du Québec organisait une Marche sur Montréal sur le thème "Du pain et des roses " : du Pain pour se nourrir, des Roses pour prendre plaisir à la vie. Grâce à la formidable participation et au succès de cette Marche, elles obtenaient des améliorations pour la vie des femmes dans cette région ! En octobre 1998, des femmes du monde entier invitées à Montréal par cette Fédération décidaient d'organiser ensemble, tous pays et continents confondus, une Marche Mondiale des Femmes pour l'an 2000 dont les thèmes s'imposèrent d'eux-mêmes parce que partout dans le monde, il y a 2000 bonnes raisons de marcher contre la pauvreté et contre les violences.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour que cette Marche devienne une réalité marquante et un symbole pour le nouveau millénaire, de vous toutes et tous qui savez combien les solidarités sont difficiles à lier.



Les femmes françaises ont besoin de vous aujourd'hui pour s'associer le plus fortement possible à cette dynamique mondiale pour dire :

NON aux violences ! faites aux femmes parce qu'elles sont des femmes... Parce qu'aujourd'hui encore, malgré leurs luttes répétées, les femmes sont trop souvent toujours considérées comme inférieures et comme telles subissent : violences conjugales, harcèlement moral et sexuel, prostitution, lesbophobie, mariages forcés, mutilations sexuelles, viols, agressions sexuelles utilisées comme arme de guerre pendant les conflits armés...

NON aux inégalités ! et à l'absence de partage des richesses... Parce que le rôle traditionnel de la femme existe toujours, même dans notre société occidentale, les femmes ont trop souvent encore des difficultés à assurer leur autonomie. Le chômage, le temps partiel imposé et subi, la contrainte sociale des obligations familiales qui ne leur permettent pas l'accès à une véritable carrière professionnelle, la pauvreté qu'elles subissent souvent en tant que cheffe de famille monoparentale, le manque de services et d'équipements collectifs de santé, d'accueil, d'éducation... sont les marques d'une société inégalitaire dont elles sont souvent les premières victimes.

Plus de 3600 associations et organisations dans près de 150 pays travaillent d'ores et déjà à l'élaboration de ces Marches de l'an 2000, qui se clôtureront à New York le 17 octobre, en passant par Bruxelles pour l'Europe le 14 octobre.

En France, du 8 mars au 17 juin, de multiples manifestations de proximité, d'actions locales, de fêtes se dérouleront à Paris et en province, dans les villes, dans les villages au plus près des lieux de vie des femmes. Le 17 juin 2000, Les Marches Françaises convergeront sur Paris. Ce sera l'occasion de déposer des cahiers de revendications auprès de nos instances politiques afin d'obtenir la mise en place des mesures concrètes proposées par les femmes pour lutter contre ces violences et inégalités. Une grande fête musicale terminera cette journée du 17 juin à laquelle TOUTES et TOUS sont invités à participer.

Toutes ces initiatives ne se feront pas sans vous.

Vous êtes indispensables pour obtenir pour ce projet, une écoute chaleureuse des médias et de la société. D'où l'importance de votre participation à cette initiative internationale de lutte contre les violences et la pauvreté touchant les femmes, que vous pouvez manifestez en signant le bulletin joint en tant que soutien à ces marches et en vous joignant à nous le 17 juin à Paris. Votre aide financière est aussi un autre moyen si vous souhaitez nous aider à ce que cette Marche mondiale des Femmes devienne réalité. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez continuer à être informé de l'avancée du projet et si vous pouvez vous joindre à ces manifestations.

La Coordination française pour La Marche mondiale des Femmes compte au plus tôt sur votre réponse. Merci à tous et à toutes.

Sophie Zafari pour la Coordination française de la Marche mondiale

BON DE SOUTIEN
Ce projet ne se fera pas sans l'engagement de toutes et tous.

Nom : ____
Prénom : ____
Adresse : ____
Tel / fax : ____
Email : ____

Je soutiens l'initiative internationale de la Marche mondiale des Femmes de l'an 2000 contre la pauvreté et contre les violences faites aux femmes. J'accepte que mon nom apparaisse dans les médias en tant que soutien à ces marches.

Je m'associe financièrement pour la réussite de la Marche mondiale des Femmes, par un don de ____ francs (chèque à l'ordre de « Coordination pour la marche mondiale des femmes de l'an 2000 »).

Je désire faire une prestation artistique ou offrir mon savoir faire technique pour la Fête musicale du 17 juin 2000 à Paris qui clôturera les Marches françaises.

Je participe à la manifestation du 17 juin.

Autre_____

Fait à _______ le ____

Signature :

Adressez courrier et dons à : La marche mondiale des femmes pour l'an 2000 - 104 rue des couronnes. 75020 Paris.
Tel : 01.44.62.12.33
Email : marchfem@ras.eu.org



PS : Merci de faire connaître autour de vous ce projet et de distribuer des bons de soutien pour nous aider dans sa réalisation.

Un train pour un autre monde

Le monde n'est pas une marchandise! Manifestons notre opposition au "tout financier"!

Nous appelons tous les adhérents de l'Isère et départements limitrophes à :

- se joindre au grand rendez-vous international de Genève du 22 au 24 juin afin d'échanger avec des centaines de partenaires de la société civile (ONG, syndicats, organisations, représentants des mouvements des Pays du Sud) sur des questions clés telles que la dette, les institutions financières internationales, les normes sociales et environnementales... Du bilan des applications concrètes des engagements pris par les états lors de la réunion de Copenhague, il y a 5 ans, de l'analyse des effets dévastateurs de la "globalisation" sur le plan social, environnementale au Sud comme au Nord, cette réunion prépare l'intervention des ONG à Geneva 2000, organisée par l'ONU à partir du 26 Juin.

- à manifester leur opposition au "tout financier" à Genève, le 25 juin par un cortège "haut en couleurs" qui joindra le lieu de la réunion de la société civile et son mondialisation centrée sur l'Homme au siège de l'OMC et sa mondialisation centrée sur le Profit.

Pour se faire, Attac 38 organise en partenariat avec le collectif isérois (AC!, ADES, Confédération paysanne, FSU, Les Alternatifs, LCR, Les amis du Monde Diplomatique, Les Verts Isère, MDC, PCF, Raison d'Agir...) et Attac 26 07 / Attac 73, un train spécial qui joindra Valence, Grenoble, Chambéry à Genève, nombre de places prévu : entre 480 et 800 !

INSCRIPTIONS urgentes auprès d'ATTAC 38 grenoble@attac.org ou ATTAC 26 07 attac26-07@attac.org ou ATTAC 73 attac73@attac.org selon les modalités suivantes :
- Prix unique 120 F minimum (ATTENTION, pris réel à la place : 235 F !)
- Prix précaires, chômeurs et étudiants : 30 F minimum

IMPORTANT : Bons de soutien à partir de 20 F (voir ci-dessus le prix réel à la place...) et bons de transport à disposition auprès d'ATTAC 38.grenoble@attac.org ou francois.jabin@free.fr

Attention joindre impérativement à tout courrier, une enveloppe timbrée à votre adresse ! Adresse coordination : ATTAC Isère - FSU, Bourse du travail - 3 av. de l'Europe - 38030 Grenoble cedex 2

ATTAC 38 appelle tous les partenaires à faire la promotion la plus large possible de ce train spécial auprès des mouvements et citoyens de leur département.

Genève 2000

Chères amies, Chers amis,

Suite à la décision prise à Bangkok en février dernier, une grande rencontre internationale des ONG, des mouvements sociaux et des syndicats opposés à la mondialisation libérale, sera organisée à Genève, du jeudi 22 juin au dimanche 25 juin 2000, à la veille du Sommet social des Nations-Unies "Copenhague+5".

L'objectif principal de ce Sommet Parallèle, après Seattle et Washington, est d'élargir encore le nombre d'organisations qui se mobilisent ensemble au niveau international. Nous discuterons des grands enjeux de la mondialisation libérale, d'une résolution finale et d'un plan d'action commun. La rencontre de Genève se donne pour objectif de partager nos connaissances, d'affiner nos arguments et de relancer les mobilisations internationales sur de nouvelles bases, plus fortes, afin de répondre aux objectifs que dessinent nos récents succès.

La rencontre se déroulera du jeudi 22 juin au samedi 24 juin 2000 sous forme de groupes de travail et d'une assemblée plénière et sera ponctuée, le dimanche 25 juin, par une journée de mobilisation durant laquelle sera notamment organisée une manifestation internationale. Enfin, du 26 au 30 juin, aura lieu le Sommet social des Nations-Unies ainsi qu'un forum officiel organisé par la Confédération helvétique auxquels il vous est également possible de participer.

Nous vous invitons à "participer" au Sommet Parallèle, en vous inscrivant par avance si vous le souhaitez.

Nous restons à votre entière disposition pour tous renseignements supplémentaires et nous vous adressons, Chères amies, Chers amis, nos salutations les meilleures.

Pour le Comité Suisse de l'Appel de Bangkok,
Juan Tortosa, Président
geneve2000@ras.eu.org



Bulletin d inscription, hébergement, programme, documents http://attac.org/geneve2000/

Millau

Tous les groupes locaux d ATTAC ont reçu cette semaine une information détaillée par la voie de leurs correspondants électroniques. Contactez les pour en savoir plus et pour profiter des moyens de transport en commun. http://attac.org/fra/annu pour trouver un groupe local près de chez vous.

A l'appel du Comité de soutien: SOUTIEN AUX MILITANTS PAYSANS DE LA CONFEDERATION PAYSANNE

12 août 1999 : La Confédération paysanne de l'Aveyron, en lien avec d'autres militants syndicaux et associatifs, démonte le Mac Do en construction de Millau. Cette action non violente répondait aux mesures de rétorsion américaine contre le Roquefort et d'autres produits. Elle faisait partie d'une mobilisation nationale de la Confédération paysanne suite à la condamnation de l'UE par l'OMC pour son refus d'importer du bouf aux hormones. 10 militants sont emprisonnés puis libérés contre de très fortes cautions (525 000 F).

Fin novembre : A Seattle, en France, et partout dans le monde, forte mobilisation contre la dictature des marchés : les négociations de l' OMC échouent.

30 juin 2000 : Les 10 mis en examen sont convoqués au Tribunal de Millau.

PARCE QU'ILS SONT VICTIMES D'UNE FORTE REPRESSION SYNDICALE
PARCE QU'ILS REFUSENT LA MONDIALISATION LIBERALE ORGANISEE PAR L'OMC
PARCE QU'ILS DEFENDENT UNE AGRICULTURE PAYSANNE SOLIDAIRE ET DURABLE

Le Comité de soutien, composé des organisations signataires ci-dessous appelle :

- à la relaxe
- à soutenir les militants mis en examen
- à défendre ensemble les libertés publiques, syndicales et associatives, le droit de manifester
- à se mobiliser et à se rassembler massivement à Millau le 30 Juin, en faisant de ce rassemblement un moment de convergences des luttes contre la mondialisation libérale et des résistances à la répression du mouvement social
- à soutenir financièrement pour les frais occasionnés par le procès (chèque à l'ordre de « confédération paysanne - solidarité Millau », à renvoyer 81, avenue de la République - 93170 Bagnolet email : confpays@globenet.org - site : www.millau-30juin.ras.eu.org n°indigo : 0.825.888.108).

Membres du Comité de soutien (premiers signataires) : AC !, ATTAC, CGT, Confédération Paysanne, Coordination Rurale, Droit au Logement, Droits Devant !!, Fédération des finances-CGT, FNAF-CGT, France Nature Environnement, FGTE-CFDT, Fédération Banques CFDT, FSU, MNCP, MRJC, Observatoire de la Mondialisation, Syndicat de la Magistrature, Syndicat de la Médecine Générale, Union syndicale Groupe des Dix Solidaires » (SUD-Rail, SUD-CRC santé sociaux, SUD-PTT, SNUI,.),

UNICE

L'UNICE, "le porte-parole des entreprises en Europe" tient une réunion les 09, 10 et 11 juin à Bruxelles. A cette occasion l'organisation a invité les directions de l'OMC et de Directions Générales de la Commission européenne ainsi qu'un millier de patrons européens.

Sur l initiative d'ATTAC Bruxelles et Belgique ainsi que de différentes autres organisations une manifestation est prévue le 10 juin à Bruxelles."Unissons-nous contre l'UNICE". ATTAC France participe, elle aussi, en même temps que d'autres organisations françaises à cette journée.

Nous allons à Bruxelles pour manifester notre désaccord vis à vis de la collusion qui existe entre lobbies des multinationales et politiques internationales. Nous nous y rendons pour y affirmer la prééminence dans le champ du politique du citoyen responsable et dénoncer de ce fait l'opacité en matière de décision regardant le commerce international tant au niveau national (nos pays) qu'international (L'Union européenne et l'OMC). L'UNICE représente avant tout un symbole à la fois de la collusion des intérêts privés et des politiques publiques et du fonctionnement opaque et de "copinage" des décisions et des décideurs internationaux en matière de commerce international. Cette réunion est l'occasion pour nous de démontrer que la société civile organisée, que ce soit les associations ou les syndicats, et citoyenne, entend ne pas laisser procéder à la destruction "silencieuse" du processus démocratique dans nos sociétés à quelque niveau que ce soit et où que ce soit.

Les recommandations de l'UNICE à la nouvelle Commission européenne que nous vous invitons à lire sont de fait démonstratives de la volonté



pour des organisations non représentatives de légiférer en lieu et place de nos représentants: http://www.attac.org/fra/libe/doc/unicefr.htm

Des groupes locaux d'ATTAC des régions Nord et Ile de France se rendront à cette manifestation. Vous pouvez trouver leurs coordonnées grâce à l'annuaire : http://attac.org/fra/annu

Taxe Tobin

Dépôt d'un nouvel amendement pour instaurer la taxe Tobin dans le prochain Collectif budgétaire

Poursuivant son combat pour la taxation des flux financiers spéculatifs, le Comité ATTAC de l'Assemblée nationale a décidé de déposer un amendement "Tobin" au projet de loi de finances rectificative pour 2000 dont la discussion commence le mercredi 17 mai. Il est co-signé par 71 députés (lundi 15/05/00 à 12 heures). Le texte de l'amendement se trouve à l'adresse : http://attac.org/fra/grou/doc/assnat/assnat03.htm

Cet amendement se distingue de celui déposé en octobre 1999 par le fait que son application est conditionnée à son instauration dans d'autres pays (sur le modèle des amendements déjà adoptés par les Parlements canadien et finlandais). Cette disposition particulière prend tout son sens dans la perspective de la prochaine présidence française de l'Union européenne qui commence le 1er juillet prochain. En effet, la France pourra inscrire dans son agenda la question de la taxation des flux financiers de façon d'autant plus crédible qu'elle aura montré une volonté claire dans ce domaine.

Il est important de noter que la proposition de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale que "la présidence française de l'Union européenne examine et propose l'institution d'une taxe spécifique sur les opérations de changes des monnaies, afin de lutter contre les mouvements de capitaux spéculatifs" a reçu le soutien de 137 parlementaires français à ce jour (Députés, Sénateurs et Parlementaires européens).

Groupe ATTAC Assemblée nationale
groupe.assemblee.nationale@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/fra/cale

- Vendredi : ARRAS – NOYON – GARDANNE – LE HAVRE – ORLEANS
- Samedi : PARIS 11 – ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ULM) – CLERMONT FERRAND - MARSEILLE
- Dimanche : FOIX – LA CIOTAT
- Lundi : PRAYOLS – LAON
- Mardi : LA ROCHELLE – RENNES – PAMIERS - NEVERS